

# VOTEZ

**Lydie POREE**



29 ans  
Archiviste

suppléant

**Bernard MARTI**

64 ans

Ingénieur à la retraite



Pour l'unité de la gauche antilibérale  
face à une droite de combat  
assez de divisions !

**RÉSISTONS À SARKOZY !  
RECONSTRUISSONS UNE VRAIE GAUCHE  
POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ !**

Militante associative féministe et pour l'égalité des droits, j'ai décidé de m'investir à partir de mon expérience de terrain dans les élections législatives, au titre du Collectif pour l'Unité de la Gauche anti-libérale. Le libéralisme s'appuie sur les discriminations racistes, sexistes et homophobes pour augmenter encore l'écart entre profiteurs et exclus du système : chômage, discriminations à l'embauche, licenciements abusifs parce qu'on n'a pas la tête et le mode de vie qui conviennent...ou encore écarts de salaires injustifiés à travail égal et temps partiel imposé pour les femmes parce que leur salaire est encore trop souvent réduit à un salaire d'appoint.

Libéralisme et discriminations avancent main dans la main pour diviser l'ensemble des travailleuses et des travailleurs. Pour mettre fin aux ravages de ce tandem destructeur, l'Etat doit s'engager dans la création d'un service public de la petite enfance et des personnes dépendantes. Dans la sphère familiale, c'est encore trop souvent majoritairement sur les femmes que repose le soin aux enfants, aux personnes handicapées et aux personnes âgées. Le développement de crèches et d'établissements publics de prise en charge des personnes dépendantes permettra aux femmes de revendiquer un égal accès au marché du travail, sans temps partiel imposé et sans inégalités salariales. Imposer l'égalité, c'est permettre à chacune et chacun, femme et homme, de s'épanouir, c'est leur reconnaître une égale dignité. Pour cela il faut combattre le libéralisme.

Ce projet j'ai décidé de le porter avec vous. C'est mon engagement dans la lutte contre les discriminations qui m'a amenée à m'impliquer dans une mobilisation plus générale pour transformer la société dans son ensemble, non plus dans des logiques de concurrence mais au contraire de solidarité et de partage des richesses et des savoirs.

Lydie Porée

Le projet de constitution européenne proposait comme loi les méthodes de destruction des services publics que j'ai vu pratiquer pendant 30 ans. Ma pratique des relations internationales m'a appris la richesse du travail collectif entre personnes de cultures diverses ou de visions différentes. Aussi, quand s'est créé le large mouvement collectif d'analyse et de critique de ce traité, j'y ai adhéré avec enthousiasme. J'ai été d'autant plus déçu de l'échec à proposer une alternative politique crédible à l'occasion de l'élection présidentielle. La mise en commun de toutes les sensibilités qui se reconnaissent dans ce désir de transformation de la société pour la rendre plus juste est un processus long et complexe qui n'en n'est qu'à son début. J'ai décidé, par cette candidature, de m'associer à ce mouvement encore naissant, certainement imparfait, mais qui vise à réunir toutes celles et tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de solidarité, de paix, de création sans lesquelles notre monde n'a pas d'avenir.

Bernard Marti

••••••••••••••••••••

## Il faut reconstruire la gauche

Sarkozy est élu à la présidence de la République. Pour la troisième fois, la gauche échoue à l'élection présidentielle. Le programme social-libéral de la candidate socialiste, flirtant parfois avec les thèmes autoritaires et sécuritaires, la recherche d'une recomposition politique au centre et la division des anti-libéraux, sont les raisons de cet échec.

Nous ne nous résignons pas et nous serons de toutes les luttes en cours et à venir. Dès maintenant nous nous battons pour ne pas laisser tous les pouvoirs aux représentants d'une droite de combat.

## Nous voulons rassembler la gauche de transformation sociale.

Les exigences existent : les mouvements contre le plan Juppé en 1995, contre la guerre en Irak, contre la réforme Fillon des retraites en 2003, la campagne contre le TCUE, la révolte des quartiers en 2005, la lutte de la jeunesse contre le CPE en 2006, les luttes contre les exclusions des personnes sans papier, la lutte des intermittents du spectacle... Contre un système qui exclut, accentue les inégalités, exacerbe les concurrences, détruit les solidarités et menace la planète, nous voulons traduire en actes l'aspiration à un changement de société. Nous voulons donner un nouvel élan à l'expérience des Collectifs du Non de gauche à la Constitution européenne rassemblant militantes et militants syndicalistes, associatifs et politiques. Nous voulons que les citoyennes et les citoyens se réapproprient la politique.

Sans citoyens acteurs et citoyennes actrices dans tous les domaines, il ne peut y avoir de transformation sociale. C'est pourquoi nous voulons des élu-e-s qui s'affirment dans les institutions comme dans les luttes en véritable partenaires, et qui définissent avec nous ce qu'elles et ils devront porter

à l'Assemblée nationale.

Avec eux, nous voulons impulser d'autres logiques : celles du partage des richesses et des savoirs, de la coopération, et de la solidarité. Répondre aux besoins humains contribue au dynamisme et au changement de la société.

Il n'y a pas d'autres chemins pour battre la droite et l'extrême droite, pour rompre avec le libéralisme que de refonder une gauche d'alternative porteuse d'espoir.

Nous nous mobilisons pour élire des députés de la gauche antilibérale et unitaire, pour battre la droite dans toutes les circonscriptions concernées. Nous ne participerons pas avec le PS à une majorité parlementaire et un gouvernement qui s'accommode des orientations libérales défendues notamment par l'Union européenne et l'OMC, y compris sur le vote du budget. Nous voterons toutes les lois et toutes les mesures qui permettront de rompre avec les logiques libérales et nous porterons les mandats définis avec les acteurs du mouvement social.

Si une majorité de droite est élue, nous résisterons avec les députés antilibéraux et les députés de gauche à tous les projets de la droite et du Medef.

Avec celles et ceux qui s'engagent dans les mouvements sociaux comme actuellement contre la fermeture d'Alcatel-Lucent, et les menaces à l'encontre de la SAGEM, contre les plans de licenciements à la Barre Thomas, contre l'expulsion des personnes sans-papiers à Montfort, dans les écoles, nous voulons porter ensemble un projet politique de transformation de la société.

# Ce que nous voulons :

## Pour les services publics !

Garantie d'accès égal pour tous et toutes sur l'ensemble du territoire.  
Arrêt des privatisations comme à EDF GDF.  
L'eau, bien commun, doit être sous contrôle public.  
Création de nouveaux services indispensables pour le logement, la petite enfance, les personnes dépendantes.  
Pour un nouveau mode de développement respectueux de l'environnement.

*"L'éducation, la santé, le logement, l'alimentation saine, l'eau, la culture ne sont pas des marchandises, ce sont les droits de chaque être humain. Exigeons les ! Les richesses du monde existent et doivent contribuer à la réalisation de ces droits."*

Marylou Perrin, altermondialiste

*"Défendre la sécurité sociale et l'hôpital public c'est garantir à toutes et à tous l'accès à des soins de qualité."*

Isabelle Guilhem, militante associative

## Pour le droit à l'emploi, un véritable statut du salariat, contre la précarité généralisée.

Interdiction des licenciements et des délocalisations dans les entreprises qui font des profits : le Contrat à durée indéterminée (CDI) et l'emploi statutaire dans les fonctions publiques doivent constituer la règle.

Création d'un nouveau statut qui garantit salaires et droits sociaux pour sécuriser les parcours professionnels et de vie. Consolidation et extension des 35 heures, avec embauches correspondantes et maintien des rémunérations, sans flexibilité.

*"Parce que nous ne voulons plus subir la violence des régressions sociales que le patronat nous impose, nous devons défendre le Code du travail contre les attaques en cours ou à venir et conquérir de nouveaux droits pour que les représentants du personnel puissent agir sur les décisions de l'entreprise."*

Jean-Marie Michel, syndicaliste, ex STMicronics.

## Extension des droits démocratiques et sociaux sur la base de l'égalité, et lutte contre les discriminations.

Une réelle égalité femmes hommes : salaires, reconnaissance des qualifications, développement des crèches, nouvelles mesures renforçant la parité, adoption d'une loi cadre contre les violences faites aux femmes.

Accès à une contraception gratuite, défense de l'avortement libre et gratuit.  
Extension des droits civiques à tous les étrangers, régularisation des sans-papiers.  
Accès au mariage et au droit à l'adoption pour les couples de même sexe.  
Lutte contre les discriminations racistes, sexistes et homophobes, au travail, à l'école, pour le logement et la santé.  
Refus de toute politique de stigmatisation et de fichage des populations.

*"L'égalité des droits entre toutes et tous est le seul remède possible aux ravages de l'idéologie sécuritaire, néo-libérale, sarkozyste. La solidarité, l'unité, l'égalité sont à reconstruire : imposons les vite."*

Françoise Bagnaud, militante féministe

## Pour la redistribution des richesses.

SMIC à 1500 euros nets mensuels tout de suite, 300 euros d'augmentation des minima sociaux et des pensions.  
Allocation d'autonomie pour les jeunes.  
Réforme radicale de la fiscalité. Forte imposition des bénéficiaires, du patrimoine et des fortunes.  
Suppression progressive de la TVA.  
Economies conséquentes sur le budget de la défense.

## Pour un nouveau mode de développement respectueux de l'environnement

Annulation de la construction de l'EPR et de la ligne THT, et maîtrise publique et démocratique de l'énergie.

Sortie du nucléaire selon un calendrier réaliste, et politique volontariste d'économie d'énergie.

Moratoire sur les OGM.

Contre le productivisme lié à la loi du profit, pour la satisfaction des besoins vitaux de la population, appropriation démocratique des choix technologiques, et des modes de production.

*"La survie de notre planète conditionne notre existence : nous devons lier luttes sociales et luttes écologiques."*

Vincent Aubry, ingénieur territorial, LCR

## L'éducation, la culture, les médias, la recherche sont des priorités nationales.

Gérer l'éducation dans un grand service public laïque et unifié.

Maintenir la carte scolaire et favoriser une réelle mixité sociale.

Permettre l'accès de tous à une culture commune et une pleine citoyenneté, par l'obligation de scolarité de 3 ans à 18 ans.

Privilégier la recherche et l'université dans le budget national, et les protéger des intérêts privés.

Soustraire les médias des trusts financiers. Garantir le pluralisme, la liberté d'expression et de création, pour développer les biens publics, culture et information.

*"Les services publics sont le gage de l'égalité et de la solidarité. Les intérêts privés sont dans l'incapacité de régler les grands problèmes de notre temps. Seuls l'investissement public et l'engagement de l'Etat sont à même d'assurer l'avenir du système éducatif, de la recherche, la mise au point de nouvelles énergies, la justice entre les territoires."*

Patrick Tarrow, responsable syndical, Education nationale

## Changer de République.

Assemblée législative unique élue à la proportionnelle intégrale devant laquelle le gouvernement rendra des comptes.

Réduction des pouvoirs du président ou de la présidente, non-cumul des mandats.

Election d'une assemblée constituante et referendum pour ratifier la nouvelle constitution.

*"On n'élit pas des députés pour 5 ans et adienne que pourra ! La démocratie c'est l'affaire de chacune et de chacun, ce n'est pas la chasse gardée d'élus gestionnaires : il faut créer les conditions d'une véritable intervention citoyenne, d'une co-élaboration des orientations citoyennes et citoyens /élus et élus, à tous les niveaux, dans tous les domaines."*

Michèle Kiintz-Tailleux, conseillère municipale à Cesson-Sévigné, communiste unitaire

## Pour une Europe démocratiquement refondée

Remise en cause des pouvoirs exorbitants de la Banque centrale et de la Commission européennes.

Rôle moteur de l'Assemblée européenne, pour bâtir un autre modèle démocratique et social.

Lancement d'un processus constituant sous contrôle des peuples.

Initiatives française et européenne de désarmement nucléaire.

Rupture des accords de soi-disant coopération, faits pour maintenir la dépendance des pays africains, sur le plan militaire par exemple.

*"On ne peut espérer faire régner la paix en se contentant de leçons de morale. La lutte contre la guerre est inséparable du combat contre ses causes : les injustices générées par le système capitaliste, que ce soit en France, en Palestine ou ailleurs."*

Joëlle Couillandre, militante associative

**Collectif pour  
l'unité de la  
gauche  
antilibérale**

réunissant citoyens,  
militants associatifs,  
syndicaux et politiques  
dont

**communistes  
unitaires**

et soutenu par

